

Conseil de Développement



du Pays de Lorient
Kuzul Diorren Bro An Oriant

Avis - Octobre 2013

L'économie verte dans le pays de Lorient

Une source de développement
local à accompagner

www.conseil-developpement-pays-lorient.fr

12 avenue de la Perrière 56100 Lorient

Tél. : 02 97 88 05 20

Fax. : 02 97 88 22 40



AUDÉLOR
DÉVELOPPEUR DE TERRITOIRE

SOMMAIRE

Objectifs et méthode suivie	4
● Mieux cerner les perspectives de l'économie verte dans le pays de Lorient	4
● Un groupe de travail du Conseil de développement	6
● Une série d'auditions des acteurs	7
● Les 31 personnes auditionnées	8
Synthèse : les 10 propositions du Conseil de développement	9
● les 10 pistes de développement proposées par le Conseil	10
L'économie verte : une source de développement local à accompagner	11
● L'ardente obligation de favoriser une transition verte de notre économie	12
● Le fil de l'eau ne sera pas suffisant	12
● Une économie verte qui s'appuie sur les ressources locales mais qui reste «ouverte»	13
● Une économie verte qui stimule l'innovation	14
● De nombreuses initiatives déjà engagées dans le pays de Lorient	14
● Un positionnement du pays de Lorient à affirmer	16
Zooms locaux sur 7 déclinaisons de l'économie verte	17
● 1. L'agriculture durable : soutenir et amplifier les initiatives pour une filière alimentaire locale	17
● 2. La pêche durable : développer une expertise dans la connaissance de la ressource et les techniques d'avenir	19
● 3. Les navires durables : ingénierie et recherche pour le bateau du futur	20
● 4. Énergie : l'éolien offshore flottant mais aussi les énergies renouvelables décentralisées	21
● 5. Bâtiment durable : un développement retardé par la crise mais qui reste indispensable	23
● 6. Économie circulaire : des avancées à amplifier pour le pays de Lorient	25
● 7. Tourisme : faire du développement durable un axe du développement touristique	27

L'ÉCONOMIE VERTE DANS LE PAYS DE LORIENT

Une source de développement local à accompagner

Objectifs et méthode suivie

Mieux cerner les perspectives de l'économie verte dans le pays de Lorient

Des appréciations très contrastées

L'économie verte fait l'objet d'appréciations très contrastées. Pour certains, elle constitue l'avenir incontournable des économies des pays développés et recèle un gisement considérable d'emplois et d'innovations technologiques (+600 000 emplois en France d'ici 2020 selon le Boston Consulting Group).

Pour d'autres, elle n'est qu'une utopie décalée de la réalité économique et ne peut qu'être cantonnée à des marchés de niche destinés aux "bobos".

Pour d'autres encore, elle consiste seulement en un "verdissement des métiers actuels" qui va s'opérer spontanément... et qui ne générera pas de créations d'emploi (le solde sera nul entre créations et suppressions).

Pour d'autres enfin, il ne faut pas parler d'économie verte mais d'une façon plus globale d'une transition écologique de nos sociétés qui va toucher l'économie mais aussi les modes de vie.

Dépasser les querelles sémantiques

Le Conseil de développement du pays de Lorient s'est attaché à se tenir à l'écart des discussions théoriques ou idéologiques (fort respectables par ailleurs) pour s'intéresser aux initiatives et possibilités de développement économique **qui permettent de moins gaspiller les ressources ou de diminuer les gaz à effet de serre**. Pour caractériser le développement économique qui respecte ces deux conditions, il a retenu le terme d'économie verte. De plus, ce terme a le mérite d'être simple et facile à comprendre. Il aurait aussi pu parler d'économie "post carbone" ou "décarbonée". La notion d'"économie circulaire" est quant à elle partie intégrante de notre acception de l'économie verte.

En revanche, les termes et concepts «d'économie positive» ou «d'économie sociale et solidaire» sont beaucoup plus larges que le sujet de ce rapport.

Un tour d'horizon des secteurs concernés au niveau local

Le Conseil de développement du pays de Lorient a souhaité se forger sa propre opinion en réalisant un tour d'horizon des principaux domaines économiques concernés par l'économie verte au niveau local.

Il ne s'agit pas d'un diagnostic détaillé de chacun des secteurs (qui nécessiterait un temps de travail considérable) ou d'une analyse de leur impact global mais d'une écoute des acteurs engagés dans cette économie dans le pays de Lorient.

Deux questions ont constitué le fil rouge des auditions :

- Quelles sont les filières vertes créatrices d'emplois au niveau local et porteuses d'innovations technologiques ou sociales ?
- Quels sont les freins et perspectives pour les différentes filières ?

Des sujets non abordés

L'économie verte (ou la transition écologique de notre économie) est un sujet très vaste qui peut toucher la plupart des aspects de notre vie en société. Ces aspects sont traités dans l'agenda 21 ou le Plan Climat Énergie Territorial de Lorient Agglomération.

Le travail engagé par le Conseil n'a pas vocation à traiter l'ensemble des questions d'environnement mais seulement celles qui impactent directement la vie économique et génèrent des possibilités de développement local.

Ainsi, la question du **transport** n'est pas abordée car le groupe de travail a estimé que les possibilités de créations d'entreprises et d'emploi locales étaient limitées. Ce qui n'enlève rien à l'intérêt des plans de déplacement entreprises, du co-camionnage ou des transports en commun.

Le groupe de travail n'a pas non plus abordé la question du bilan en termes de gaz à effet de serre des **importations** réalisées par les entreprises et consommateurs du pays de Lorient.

La question des salaires ou des conditions de travail des emplois de l'économie verte n'a pas non plus été abordée.



UN GROUPE DE TRAVAIL DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT

Composition du groupe de travail «Économie Verte»

David Cabedoce	CCI
Thierry Catrou	CFDT
Bernard Cornou	Association Kerpont
Jean-Claude Couot	UFC Que choisir
Gérard Darris	Urbaniste
Annie Fargeix	CFDT
Michel Gentric	UBS
Pascal Goyet	CJD – Plurielle production
Michel Hily	Compagnie du puits ferré
Henriette Hily	Compagnie du puits Ferré
Hervé Jégo	UDAF
Benoit Jouan	ALESI
Marie-Laure Lamy	ALOEN
Bruno Livory	Bretagne Energies Citoyennes
Claudine Marchadour	Architecte
Annie Rio	Bretagne Vivante
Jean Verger	UBS

Pilotage du groupe : David Cabedoce,
Marie-Laure Lamy et Gérard Darris

Animation : Gilles Poupard (AudéLor)

UNE SÉRIE D'AUDITIONS DES ACTEURS

10 réunions consacrées aux auditions en 2012/2013

- Efficacité énergétique des bâtiments,
- Éco construction /éco-rénovation,
- Énergies renouvelables,
- Agriculture bio et circuits courts,
- Traitement des déchets et recyclage,
- L'expérience d'Éco origin,
- L'expérience de la CCI du Morbihan,
- Le bateau durable,
- Le tourisme durable et les initiatives durables des entreprises,
- La pêche durable,

3 conférences organisées par le Conseil de développement

- "Économie verte ou développement durable : quels enjeux pour le territoire ?"
Christian Dutertre Janvier 2011
- "L'économie verte : une voie de sortie de crise ?"
Éloi Laurent mai 2012
- "La croissance fait-elle le bonheur ?"
Michel Renault janvier 2013

Les documents utilisés

- **Éco activités et développement durable, des opportunités de croissance pour la Bretagne**
CESER de Bretagne - Juin 2009
- **L'économie durable** - Hors-série Alternatives économiques - 4^{ème} trimestre 2009
- **La croissance verte : quels impacts sur l'emploi et les métiers** - CAS - 2010
- **La croissance verte : une opportunité pour le développement local et l'emploi**
Etd - décembre 2010
- **Scénario négawatt, emplois et économie une synergie gagnante** - mars 2013
- **Les filières industrielles stratégiques de l'économie verte.** Commissariat général du développement durable - Mars 2010
- **Le chanvre dans la construction**
AudéLor - Communication n°56, Juin 2013
- **Dix ans d'évolution de l'agriculture.**
AudéLor - Note n°53 Juin 2013
- **État des lieux du tourisme dans le Pays de Lorient**
Audélor - Communication n°49 - Mai 2012,
- **L'innovation sociale pour le développement du pays de Lorient**
Conseil de développement - septembre 2013
- **Agenda 21 et plan Climat 2012-2021**
Lorient Agglomération - Mars 2012

LES 31 PERSONNES AUDITIONNÉES

Gérard Darris	Urbaniste
Thierry Maho	FFB
Marie-Laure Lamy	ALOEN
Ronan Hascoet	Consultant éco habitat
Mariano Pasut	CAPEB
Franck Robidou	Positivement Bois
Isabelle Malot	Lorient Agglomération
Laurent le Devedec	Lorient agglomération
Nicolas Teisseire	Pole Mer- Audélor
Xavier Ferrey	Nass et Wind
Rozenn Ferrec	AudeLor
Bruno Livory	AMAP
Véronique Conan	AMAP
Rose-Marie Louis	AMAP
Jean Marc Leclanche	Chambre d'agriculture
Manuela Voisin	Chambre d'agriculture
Odile Robert	Lorient agglomération
Yoann Burban	Véolia Propreté
Benjamin Duquenne	Book Hemisphères
Régis Mangin	Emmaüs
Nadine Thouvenin	Idées détournées
Béatrice Feltman	Eco origin (Rennes)
Stéphanie Garcès	CCI du Morbihan
Thierry Fréchier	SELLOR
Yann Dollo	LTI-AudéLor
Jacques Dubost	Bretagne Pole naval
Manuel Houvenaeghel	Office de tourisme
Olivier Le Nezet	Blue Fish
Pascal Larnaud	Ifremer
Alain Le Sann	Pêche et développement
Maurice Benoish	SEM Keroman

SYNTHÈSE

Les propositions du Conseil de développement

Suite aux auditions réalisées par le groupe de travail en 2012/2013, le Conseil de développement estime que le développement de l'économie verte est à la fois :

- une “ardente obligation” face à l'épuisement des ressources et au changement climatique.
- une source de développement local et de création d'emplois qu'il convient d'accompagner et de soutenir au même titre que les filières locales traditionnelles.

Il est conscient de la difficulté et des nombreux freins et résistances que doit affronter l'économie verte : remise en cause de positions acquises, changement d'habitudes, difficultés techniques, marchés en émergence...

Mais, les réussites en matière d'agriculture bio, de tri sélectif, de co-voiturage, de constructions en ossature bois, de bateaux zéro émission... montrent que les possibilités sont réelles et qu'il ne s'agit pas d'une lubie de bobos coupés du marché.

Les 10 pistes de développement proposées par le Conseil

Pistes globales

- 1** Faire de l'économie verte un axe stratégique transversal du développement local
- 2** Dégager au niveau local des moyens d'accompagnement et d'expertise de la viabilité économique des projets
- 3** Créer une conférence annuelle de l'économie verte pour valoriser les avancées de l'économie verte au niveau local, diffuser les résultats et échanger sur les possibilités de synergie entre les projets.

Pistes par domaine

- 4** Appuyer le développement d'une filière alimentaire locale (structuration de l'offre et de la demande, communication...)
- 5** En matière de pêche durable, de navire du futur et d'éolien offshore flottant, faire du pays de Lorient un territoire de référence qui favorise le développement des entreprises sur ces créneaux
- 6** Mettre en place un plan ambitieux de soutien à la transition énergétique pour les bâtiments en favorisant les rénovations complètes même si elles se réalisent par étape
- 7** Développer l'éco-construction et les matériaux bio-sourcés notamment dans les centralités urbaines
- 8** Augmenter significativement la production d'énergie renouvelable et décentralisée : bois, déchets, petit éolien, panneaux photovoltaïques, eaux usées, petite hydraulique...
- 9** Amplifier le développement de l'économie circulaire en réduisant le volume des déchets et en développant de nouvelles filières de recyclage
- 10** Faire du développement durable un axe du développement touristique du pays en favorisant une image "durable et non traditionnelle" des atouts locaux et en soutenant l'obtention d'éco labels.

Vous retrouverez plus en détail ces propositions dans les pages qui suivent et notamment dans les 7 zooms locaux sur les domaines de l'économie verte.

Les initiatives privées et publiques sont déjà nombreuses dans le pays de Lorient. Des outils ont déjà été créés, des démarches sont déjà lancées. Le souhait du Conseil de développement est que les propositions de ce rapport permettent de les renforcer et d'accompagner les démarches nouvelles afin de faire du pays de Lorient **un territoire de référence en matière d'économie verte.**



L'ÉCONOMIE VERTE

Une source de développement local à accompagner

L'ÉCONOMIE VERTE

Une source de développement local à accompagner

1. L'ardente obligation de favoriser une transition verte de notre économie

Comme jadis la planification, l'économie verte est aujourd'hui une "ardente obligation". Nos sociétés butent en effet sur un épuisement des ressources et le réchauffement climatique. Cela impacte les ménages, les modes de vie mais aussi la vie économique.

L'économie primaire (agriculture, pêche) est concernée au premier chef (ressources halieutiques, dégradation des sols, coût des intrants ou du carburant...) mais n'est bien sûr pas la seule. Le secteur du transport, le bâtiment, l'industrie... sont confrontés à la nécessité d'économiser et d'optimiser les ressources et les matières premières et de lutter contre le changement climatique.

La formation, la recherche-développement, les services aux entreprises sont également concernés.

Dans le pays de Lorient aussi, l'économie doit devenir plus verte notamment en raison des constats suivants :

- Un étalement urbain consommateur d'espace et générateur de nombreux déplacements routiers,
- Une quasi-absence aujourd'hui de production d'énergie dans le pays de Lorient,
- Une logistique orientée massivement vers la route,
- Une grande majorité des bâtiments qui sont des "passoires thermiques",
- L'importation de beaucoup de matières premières (y compris poissons),
- Des bateaux (pêche, plaisance....) énergivores.

2. Le fil de l'eau ne sera pas suffisant

Le développement de l'économie verte (nouveaux matériaux, comportements plus économes, changements de savoir-faire et de

techniques...) constitue une **remise en cause** des modèles économiques actuels, des façons de travailler, des positions acquises. Ce changement de paradigme se heurte obligatoirement à des résistances. Il suppose des **virages techniques** par exemple dans la construction, l'agriculture ou des **innovations technologiques** comme dans l'éolien offshore, la domotique ou les navires durables.

L'économie verte fait aussi l'objet de controverses :

- entre matériaux ou techniques à utiliser (dans la construction ou l'énergie...),
- sur les dispositifs de soutien et d'incitation au changement les plus efficaces (taxes, subventions ou pédagogie ?).

L'économie verte suppose aussi une **participation des citoyens** et des changements d'usage.

C'est le cas par exemple dans l'économie circulaire ou l'éco construction/rénovation. Elle est au cœur de l'innovation sociale.

Pour ces raisons techniques et sociétales, la marche vers l'économie verte ne sera pas "un long fleuve tranquille". Elle suppose un **accompagnement des initiatives** par les pouvoirs publics et les associations et un véritable volontarisme politique. Elle suppose aussi une mobilisation des citoyens et du monde économique. Elle suppose enfin un **effort important de formation**.

Comme dans l'économie "classique" ou "conventionnelle", certaines pistes de l'économie verte ne fonctionnent pas. Là comme dans tous les domaines innovants, il y a des "fausses bonnes idées" ou "des bonnes idées qui arrivent trop tôt". L'échec de certaines initiatives et l'impasse de certains projets n'est pas une particularité de l'économie verte. Celle-ci présente aussi de belles réussites qui suscitaient pourtant au départ le scepticisme des "experts" : ossature bois,

covoiturage, circuits courts alimentaires, tri sélectif, agriculture bio, chaufferies bois...

3. Une économie verte qui s'appuie sur les ressources locales mais qui reste "ouverte"

L'économie verte ne se traduit pas systématiquement par un "retour au niveau local"

Le circuit court qui permet de minimiser les déplacements est bien sûr un objectif majeur de l'économie verte mais il ne peut être l'horizon de toute notre économie locale.

Le pays de Lorient a vocation à poursuivre son insertion dans l'économie nationale et mondiale même en matière d'économie verte : exportation de produits de la pêche, de l'agriculture, de l'industrie, développement de clientèles internationales pour les services...

Pour certaines nouvelles filières vertes, l'échelon pertinent n'est pas le pays de Lorient mais l'échelon régional, national ou international pour des raisons de taille de marché ou de complémentarité entre territoires.

L'économie verte doit être basée sur les ressources locales

D'autres filières doivent indubitablement être développées au niveau local car elles reposent sur la mobilisation des acteurs locaux et la minimisation des déplacements : éco rénovation, agriculture, recyclage... La taille "moyenne" de l'agglomération lorientaise est d'ailleurs un atout pour développer les échanges, les partenariats et les réseaux nécessaires à ces activités.

L'économie verte ne sera pas systématiquement identique dans tous les territoires. La fabrication de batteries électriques ou d'automobiles décarbonées a peu de chance de se développer dans le pays de Lorient. Par contre, la pêche durable, des bateaux économes en énergie ou des éoliennes offshore flottantes pourront être produits ici et pas forcément à Reims ou à Vitry (par exemple).

En revanche, recyclage, éco rénovation... peuvent se développer dans tous les territoires mais là aussi avec des variantes en fonction des ressources locales.

Les ressources locales supports de l'économie verte s'entendent au sens large :

- Les ressources naturelles,
- Les savoirs : labos, équipes de recherche...
- Les savoir-faire.

Un véritable rôle pour le niveau local

Bien entendu, l'économie verte se développera en partie par des actions de niveau national, européen ou international

- Règlementations (techniques, normes thermiques...),
- Incitations fiscales ou financières,
- Création de pôles de compétences nationaux...

Mais, le niveau local est également indispensable. On peut citer les champs d'action suivants :

- Appui à la créativité,
- Expérimentations, projets pilotes,
- Montage de partenariats,
- Dispositifs d'appui des collectivités locales,
- Innovations liées aux compétences locales,
- Lien avec l'innovation sociale et la participation des citoyens,
- Création et mise en œuvre de formations,
- Observations, évaluations.

À côté de l'approche filière qui a sa pertinence, l'entrée territoriale prend une nouvelle dimension avec l'économie verte :

- Projets d'initiative locale mobilisant les acteurs : collectivités, entreprises, université, associations, habitants...
- Réponses innovantes adaptées aux usages des habitants...
- Valorisation des productions du territoire pour une utilisation locale, par exemple filière bois, valorisation des déchets, boucle énergétique, circuits alimentaires...

L'économie verte : une source de développement local à accompagner

L'économie verte doit donc assumer un **paradoxe apparent** : être ouverte à l'extérieur (capacités de se brancher sur les marchés externes, capacités d'attirer les populations et les compétences...), mais aussi valoriser les ressources locales pour des débouchés locaux. Ce qui est source de créations d'emplois non délocalisables.

4. Une économie verte qui stimule l'innovation

Un volet "économie de la connaissance"

L'économie verte suppose expertise, dispositifs d'observation, ingénierie dans les domaines :

- des ressources : évolution des stocks de poissons, des sols et de leur qualité, potentiels d'énergies locales, compétences locales...
- des marchés,
- des techniques,
- des usages et comportements des consommateurs.

Les liens avec les instituts et service de recherche, d'observation et de développement de nouveaux produits ou techniques sont indispensables. L'économie verte est ainsi un stimulant pour l'innovation et la recherche.

Un lien avec l'innovation sociale

Le développement de l'économie verte rejoint sur plusieurs aspects les axes de développement de l'innovation sociale (cf "L'innovation sociale pour le développement du pays de Lorient" - Conseil de développement du pays de Lorient - septembre 2013) :

- décroisement : partenariat et synergies entre secteurs différents tels que le tourisme et l'agriculture, l'éolien offshore et la pêche, les différents métiers de la construction...

- favoriser les logiques de partage : économie de l'usage,
- impact du numérique : rencontre offre et demande, mesure des consommations...
- expérimentations

5. De nombreuses initiatives déjà engagées dans le pays de Lorient

Les auditions réalisées par le Conseil de développement ont mis en évidence le nombre important d'initiatives et d'exemples déjà à l'œuvre dans le pays de Lorient. Ci-dessous une liste non exhaustive d'initiatives privées, publiques et associatives :

- **12 AMAP** (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) dans le pays de Lorient (60 emplois),
- **Des Clics Fermiers** : commande de paniers alimentaires sur le Net et points de livraison, réseau de producteurs affiliés dans les pays de Lorient et de Quimperlé, (4 emplois, Hennebont)
- **Optim -ISM** : maraichage bio,
- **Marport** : capteurs sous-marins, sonars pour la pêche (15 emplois, Ploemeur),
- **Thalos** : télécommunications sur navires (15 emplois, Ploemeur),
- **Halleutis** : transformation et commercialisation de produits de la mer surgelés (140 emplois, Lorient),
- **Ifremer Lorient** : recherche sur sélectivité des engins de pêche (31 emplois, Lorient),
- **STX** : réalisation de la nouvelle navette maritime Ar Vag Tredan (mise en service en octobre 2013 par Lorient agglomération),



électrique et sans batteries (111 emplois, Lanester),

- **Ship Studio** : construction navale, projet d'optipropulseur (pompe hélice pour les chalutiers), avec gain de consommation de carburant (4 emplois à Lorient),

- **Sellor** : gestion des ports ISO 14001, projet batolib,

- **Eveno fermetures** : production et pose de fermetures (volets, baies...) innovantes et performantes du point de vue énergétique (270 emplois, Ploemeur),

- **Loy et Cie** : constructions à ossature bois (40 emplois, Plouay),

- **Positivement bois** : maisons à ossature bois, rénovation thermique (10 emplois, Lanester),

- **Approche Eco-habitat** : réseau de plus de 100 adhérents en Bretagne,

- **Vity Technologies** : domotique pour le tertiaire et la maison, smart grids (16 emplois, Caudan),

- **Limatb** : Laboratoire d'ingénierie des matériaux de Bretagne (Université Bretagne Sud, Lorient),

- **Nass&Wind** : projet d'éoliennes flottantes au large de Groix (34 emplois, Lorient),

- **ID Environnement** : chaudières bois à granulés, éolienne urbaine... (12 emplois, Guidel),

- **Xsea** : SEM dédiée à l'immobilier d'entreprises sur le pays de Lorient, incitation à l'installation d'énergies renouvelables sur le territoire (4 emplois, Lorient),

- **Turbiwatt** : mini turbines hydrauliques sur chutes d'eau (Caudan),

- **EnerCat** (ex Irma) : catalyseurs, filtres à particules (15 emplois, Ploemeur),

- **Bretagne Energies Citoyennes** : création de sites de production d'énergies renouvelables avec financement citoyen,

- **Book Hémisphères** : collecte et recyclage de livres (6 emplois, Kervignac),

- **Green Sails** : création de sacs à partir de voiles recyclées (11 emplois, Lorient),

- **Idées détournées** : plateforme expérimentale, création mode et design à partir de récupération d'objets, ateliers ouverts à tous (6 salariés, Lorient),

- **La Feuille d'érable** : recyclage papiers et cartons (41 emplois, dont 25 en insertion, Rennes et Caudan),

- **Défis** : reconditionnement et vente d'ordinateurs (Lanester),

- **Lorient Agglomération** : centre de tri de Caudan, fabrication de compost bio.

- **Emmaüs** : collecte et recyclage (8 salariés et 50 compagnons, Rédéné).

- **Usine de Kervellerin** : production à base de coquilles d'huitres, notamment de peinture (10 emplois, Cléguer).



6. Un positionnement du pays de Lorient à affirmer

Le pays de Lorient doit s'affirmer comme un territoire moteur pour un certain nombre de "domaines" de l'économie verte :

- **recyclage,**
- **énergies renouvelables décentralisées,**
- **agriculture durable,**
- **éco construction/éco rénovation,**
- **éolien offshore flottant,**
- **pêche durable,**
- **nautisme durable,**
- **tourisme durable.**

Chacune de ces "filières" est détaillée dans les pages suivantes.

Ce positionnement peut s'appuyer sur les caractéristiques du pays de Lorient :

- Un fort potentiel d'activités liées à la mer,
- Une bonne attractivité du territoire (littoral et urbain),
- Une grande diversité du territoire "Mer, rade, vallée" et à la fois maritime, urbain et rural,
- Des ressources en bois, soleil, vent, eau....
- Une réelle sensibilité au développement durable : ruban du développement durable, politique environnementale volontariste....
- Une Université en pointe sur les matériaux et l'efficacité énergétique,
- Une offre de formation technologique et professionnelle diversifiée,
- Une taille moyenne de l'agglomération et habitudes du travail en réseau,
- Un tissu économique innovant.

Une priorité stratégique :

Pour développer l'économie verte localement, il y a **un réel besoin d'accompagnement et d'expertise des projets** au même titre que les filières plus traditionnelles du pays de Lorient. Cet accompagnement requiert des compétences particulières à la fois techniques, économiques et sociales et des moyens dédiés à cet objectif.

Outre l'accompagnement, cette priorité stratégique doit aussi passer par un meilleur suivi et une plus grande valorisation des nombreuses initiatives en cours. Les échanges sur les projets locaux, les enseignements à en tirer, les pistes de collaboration et de synergie à mettre en place, les redondances et doublons à éviter pourraient faire l'objet d'une **conférence annuelle de l'économie verte** qui réunirait notamment Lorient Agglomération, les chambres consulaires, le Conseil de développement, Aloen...

Des liens plus importants pourraient aussi être développés avec le cluster Eco origin à Rennes.

ZOOMS LOCAUX

sur 7 déclinaisons de l'économie verte

1. L'agriculture durable : Soutenir et amplifier les initiatives pour une filière alimentaire locale

Contexte

- Une demande en hausse de produits alimentaires de qualité et de proximité de la part des consommateurs.
- Un développement de l'agriculture biologique.
- Objectif du Grenelle : 6 % des surfaces agricoles françaises en bio en 2012 et 20 % en 2020.
- Développement de l'AEI (Agriculture Écologiquement Intensive) au sein de l'agriculture conventionnelle. Elle vise à "produire plus avec moins".
- Pression sur les ressources foncières agricoles.
- La filière agroalimentaire bretonne fortement chahutée.

Initiatives locales

- Une démarche de filière alimentaire locale en cours :
 - Les circuits courts (290 emplois) représentent 20 % des exploitations du pays de Lorient et 40 % des installations aidées,
 - Un guide des producteurs locaux et un guide des producteurs pour la restauration collective ont été réalisés,
 - Développement des AMAP : 12 dans le Pays de Lorient en 6 ans : 60 emplois et 30 producteurs,
 - Marché 100 % producteurs à Inzinzac (unique en Bretagne), Ty producteurs, valorisation du chou de Lorient (slow food), Association des éleveurs de Bretagne Sud, installation de ruches par la ville de Lorient, association Champs dans l'assiette,
 - Des clics Fermiers : une initiative originale qui via internet met en relations consommateurs et producteurs locaux,
 - Une démarche portée désormais par les 3 chambres consulaires.

- Une des agricultures les plus bio de Bretagne : 6,3 % des exploitations dans le pays de Lorient en 2010 (4,7 % des surfaces) au total 86 emplois en bio,
- Évolution des pratiques des agriculteurs
 - Amélioration de la qualité de l'eau sur les bassins versant Scorff, Blavet, Ria d'Étel,
 - Programme de plantation "Breizh bocage",
 - Groupes locaux d'agriculteurs (GVA) sur les nouvelles pratiques (AEI, techniques sans labour, autonomie alimentaire des exploitations...),
 - Nombreuses formations éco-phyto pour les agriculteurs dans le pays de Lorient...
- Étude sur les secteurs agricoles stratégiques à préserver réalisée par AudéLor et la chambre d'agriculture pour le compte du syndicat mixte du SCoT.
- Programme Leader
- Charte de l'agriculture de Lorient Agglomération
- Film sur les économies primaires.

Freins et leviers

- **Les freins**
 - Une offre et une demande encore peu structurées,
 - le problème de la garantie du volume pour la restauration collective
 - Un foncier agricole grignoté par l'urbain,
 - Le fort militantisme exigé par la démarche AMAP,
 - La remise en cause du métier traditionnel d'agriculteur, l'agriculture durable demande de fortes compétences alors que les agriculteurs ont déjà des charges de travail très lourdes.
- **Les leviers**
 - Un potentiel de consommation locale et touristique dans le Pays de Lorient,
 - Une aspiration réelle à une consommation locale,
 - La professionnalisation et le développement de l'offre et de la demande,

Zooms locaux sur 7 domaines de l'économie verte

- Le développement de l'internet : moyen de mise en relation de l'offre et la demande
- Le travail en commun des chambres consulaires et des collectivités locales dans le pays de Lorient,
 - La formation des agriculteurs,
 - La hausse du prix des intrants (phytosanitaires, nutrition animale...) qui incite à une limitation de leur utilisation,
 - Des normes règlementaires plus strictes,
 - L'élaboration du nouveau SCoT.

Perspectives locales

- Apporter un soutien à la démarche de filière alimentaire locale,
- Développer encore l'information auprès du grand public sur les productions locales,
- Utiliser les nouvelles technologies pour aider à la rencontre offre et demande,
- Renforcer la protection des espaces agricoles.
- (Ré)introduire des espaces de culture et de nature en ville : jardins ouvriers, jardins partagés, vergers...



2. La pêche durable : développer une expertise dans la connaissance de la ressource et dans les techniques d'avenir

Contexte

- Le Port de Lorient est le 2^{ème} port de pêche français. Il génère environ 3200 emplois,
- Une réforme de la Politique Commune des Pêches est en cours. Elle s'appliquera en partie dès janvier 2014. Elle interdit notamment les rejets de poissons en mer ("zéro rejet" avec un pourcentage de tolérance),
- La décision d'interdiction du chalut en eaux profondes est annoncée mais n'est pas prise pour l'instant. Cette décision impacterait fortement le port de pêche de Lorient (-600 emplois),
- Les navires sont vieillissants,
- Le prix du gazole pèse de plus en plus sur les coûts de fonctionnement,
- Selon le CIEM (Conseil international pour l'Exploration de la mer), dans l'Atlantique Nord-est, le pourcentage d'espèces qui atteignent le "rendement maximal durable" (niveau qui ne compromet pas le renouvellement de la ressource à long terme) est en progression.

Initiatives locales

- création de l'association Blue Fish à Lorient en avril 2013. Elle vise à promouvoir une pêche durable et responsable,
- IFREMER Lorient travaille sur les engins de pêche pour les rendre plus sélectifs et moins consommateurs d'énergie,
- Expertise partagée entre scientifiques et pêcheurs sur la pêche de grands fonds (35 000 traits de chalut étudiés),
- Mareyeurs à Lorient : découpage des poissons avec moins de gaspillage,
- Valorisation des produits résiduels par IDmer.

Les freins :

- Vision médiatique de la pêche comme "prédateur des mers",
- Blocage de la jauge des navires qui empêche la modernisation de la flotte vers des navires éco-compatibles,
- Définition des quotas par espèces décalée par rapport à la réalité de la ressource (observation difficile en temps réel et impact d'une espèce sur l'autre). Exemple : des merlus abondants qui mangent les langoustines...
- Difficulté de recrutement dans la profession (mauvaise image, travail rémunérateur mais difficile, vieux navires...).

Les leviers

- Demande de poissons en progression au niveau mondial,
- Projet expérimental de gestion de la pêche avec en particulier une co-expertise scientifique et professionnels- Projet Gepeto (cartographie plus précise des ressources),
- Entreprises Marport et Thalos à Ploemeur.

Perspectives de développement local

- Développement de techniques d'avenir plus durables notamment en matière de sélectivité des pêches,
- Positionner le pays de Lorient comme expert en matière de connaissance partagée de la ressource,
- Soutien à la valorisation de sous-produits de la pêche (50 % des volumes pêchés peu ou mal exploités),
- Intégration plus approfondie des produits de la pêche dans la filière alimentaire locale,
- Développer des actions permettant de sensibiliser le public à la pêche : découverte des métiers, visites du port, connaissance de la ressource, dégustation des produits...



3. Les navires durables : ingénierie et recherche pour le bateau du futur

Contexte

- Les bateaux à moteurs (pêche, plaisance...) sont des grands consommateurs de carburants,
- Les bateaux de plaisance en composite sont peu recyclables,
- Le modèle de la plaisance est en crise avec un fort vieillissement des propriétaires de bateaux.

Initiatives locales

- Recherche locale sur les matériaux bio-sourcés et l'éco-conception des bateaux notamment par le Limat B,
- Construction par STX d'une navette électrique transrade pour Lorient Agglomération,
- Projets innovants portés par les entreprises locales :
 - Chantiers Bernard (Mégaptère-chalutier trimaran insubmersible et économe en énergie),
 - Ship Studio (Opti propulseur).
- Réflexion portée par la SELLOR sur un projet de batolib (usage plutôt que possession),
- Les ports de la SELLOR sont labellisés iso 14001 : récupération des eaux de carénage, pompe à eaux noires, nettoyage des ponts à l'eau de mer, récupération des fusées de détresse...
- Création d'un port à sec pour les bateaux à moteurs sur le site de la BSM.

Freins et leviers

● Les freins

- Marché de la construction navale très concurrentiel au niveau international
- Vulnérabilité externe : dépendance vis à vis des budgets des sponsors ou du Ministère de la Défense....
- Inertie dans le comportement des plaisanciers.

● Les leviers

- Limat B : recherche sur les matériaux et l'éco-conception,
- Tissue économique local innovant,
- Pôle course au large comme facteur de recherche de performance et d'exemplarité,
- Programme navire du futur, pôle Mer.

Perspectives locales

- Appui à la conception de navires durables par LTI et/ou pôle mer,
- Appui à l'expérimentation d'un projet de batolib par la SELLOR,
- Construction de bateaux pour l'entretien des champs éoliens offshore.



4. Énergie : l'éolien offshore flottant mais aussi les énergies renouvelables décentralisées

Contexte

- La transition énergétique est un enjeu mondial, européen, national et donc local...
- La Bretagne est en bout de réseau : risque de rupture d'alimentation notamment l'hiver,
- Le "Paquet énergie-climat" de l'Union Européenne dit "3x20" : réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990, porter la part des énergies renouvelables à 20 % de la consommation et réaliser 20 % d'économies d'énergie d'ici 2020,
- L'emploi dans les énergies renouvelables : 350 000 en Allemagne en 2010 contre moins de 100 000 en France alors que nos potentiels de vent, soleil et bois sont plus importants,
- Quasi-absence de production d'énergie dans le pays de Lorient : peu d'éolien, peu de méthanisation. Des chaufferies bois et 3 réseaux de chaleur sont développés,
- Un objectif ambitieux du Plan Climat : passer d'une production de 112 GWh/an en 2010 à 700 GWh/an en 2020,
- Prédominance des énergies fossiles dans la consommation d'énergie de Lorient Agglomération : 4 400 GWh au total, dont 45 % de produits pétroliers, 24 % de gaz, 25 % d'électricité et 4 % de bois,
- Un gisement considérable d'emplois et de ressources financières locaux :
 - Facture énergétique du territoire supérieure à 400 millions d'euros par an et en croissance de 90 millions sur 2009/2012. Cela vient notamment de la hausse du prix des énergies fossiles (+ 15 à 20 % par an) et électrique (+ 10 %/an),
 - Focus sur la filière bois : 1 équivalent temps plein non délocalisable pour une chaufferie (1 MW), soit 3 à 4 fois plus qu'avec des sources d'énergie conventionnelles centralisées.

Initiatives Locales

- Projet WinFlo : Nass&Wind spécialiste reconnu de l'éolien flottant, consortium DCNS et

Vergnet : 500 emplois directs annoncés pour 2020 et 1000 pour 2030. La zone d'implantation au large de Groix a été définie en partenariat avec les pêcheurs,

- Filière bois : chaufferies bois à Lorient, Hennebont et Lanester ; étude en cours au niveau du pays de Lorient (AudéLor),
- Création de la SEM XSea : déploiement des énergies renouvelables en valorisant le patrimoine bâti ou non des collectivités locales ; projet de 22 000 m² de panneaux photovoltaïques sur le toit du K2, étude sur les intrants pour projets de méthanisation,
- Boucle énergétique locale BIEN LA : mobilisation des acteurs en cours pour rendre opérationnel le Plan Climat,
- Opération 56 Watt initiée par la CCI du Morbihan qui vise à fédérer les acteurs de la gestion locale de l'énergie (production, stockage, récupération, régulation) afin d'accélérer la transition énergétique dans le bâtiment,
- Investissement citoyen : Bretagne Energies Citoyennes,
- Fournisseur d'électricité verte à but non lucratif : SCIC Enercoop Bretagne,
- Lien agriculture - énergie : séchage de luzerne par chaleur fatale, filière bois, méthanisation.

Freins et leviers

Freins

- Contexte réglementaire national erratique : tarif d'achat, législation, etc,
- Méinformation du grand public et des collectivités et prédominance de l'énergie centralisée.

Leviers

- Multiples initiatives locales,
- Tissu économique local : Nass&Wind et DCNS,
- Expérience en matière de chaufferies bois,
- Gisement : bois, soleil, petit hydraulique, vent (petit éolien), biogaz et méthanisation, micro-algues...
- Aides locales au solaire thermique et au bois (Plans Bois et Soleil de l'agglomération).

Zooms locaux sur 7 domaines de l'économie verte

- Innovation sociale : Clubs d'investisseurs locaux, autoconsommation,
- Concentration du financement public sur les projets exemplaires pour soutenir la demande et promouvoir les initiatives.

Perspectives de développement local

- Soutenir le projet WinFlo d'éolien offshore flottant,
- Favoriser le petit et moyen éolien,
- Etablir un plan d'action sur l'efficacité énergétique industrielle et la récupération d'énergie,
- Développer le stockage de l'énergie par des technologies éprouvées (batteries) ou innovantes,
- Développer un projet smartgrid (smartcity) en lien avec la boucle énergétique,
- Rendre opérationnel le Plan Climat et le PDU (Plan de Déplacements Urbains),
- Filière bois : une filière locale est possible sans passer par les grands opérateurs nationaux
- Panneaux photovoltaïques :
 - Installation de panneaux sur le K2 et autres grands toits de l'agglomération,
 - Développement de l'autoconsommation dans les bâtiments publics sans passer par les tarifs d'achat.
- Méthanisation des déchets de l'agro alimentaire, des déchets, des eaux usées et des effluents d'élevage... Privilégier les intrants locaux.



5. Bâtiment durable : un développement retardé par la crise économique mais qui reste indispensable

Contexte réglementaire

- Réglementation thermique 2012 (RT 2012) pour le neuf : atteinte du niveau BBC (bâtiment basse consommation) pour tous les permis de construire (environ 55 kWh/m².an pour le logement en Bretagne),
- Objectifs Grenelle pour l'existant : réduction de 38 % des consommations d'énergie d'ici 2020, mais seulement 25 % requis pour les publics en précarité énergétique,
- Le BEPOS (bâtiment à énergie positive) obligatoire en 2018 dans les bâtiments publics et en 2020 pour les logements neufs,
- La performance énergétique représente 26 % du chiffre d'affaires 2010 du bâtiment (soit 1,8 milliards), dont 40 % pour la rénovation, avec une part majoritaire consacrée au remplacement des menuiseries extérieures, malgré l'inefficacité relative de ces travaux,
- Une précarité énergétique dans le pays de Lorient avec 16 % des logements classés en F ou G et 9 % des propriétaires occupants sous le seuil de pauvreté,
- Une forte progression attendue de la rénovation : 63 % du marché du bâtiment en 2015,
- Un développement timide aujourd'hui, qui hypothèque la capacité des foyers à faire face à la flambée des prix de l'énergie (+30 % d'ici 2017 pour l'électricité) et la vitalité du secteur professionnel du bâtiment.

Initiatives locales

- Espace Info Habitat : guichet unique visant à simplifier l'accès des ménages aux conseils techniques et aux aides, qui rassemblera le Service Habitat, l'ADIL et ALOEN en 2015,
- Effipole : Pôle lorientais de l'efficacité énergétique, qui réunit les établissements d'enseignement technique, publics et privés de l'agglomération,
- Boucle innovante énergétique de Lorient

Agglomération (BIEN LA) : mise en réseau des acteurs locaux pour promouvoir des projets à fortes retombées économiques pour le territoire.

- Un conseiller entreprises bâtiment durable à la CCI du Morbihan,
- Développement d'éco quartiers à Quéven, Ploemeur, Lorient...
- Projet Fondation de France de réhabilitation thermique de logements sociaux à Lanester en partenariat avec le Réseau Cohérence sur Lanester,
- Étude sur la filière chanvre réalisée par AudéLor.

Freins et leviers

Freins

- Coût d'investissement élevé à court terme et économies de fonctionnement (moindre consommation d'énergie) rarement prises en compte dans le financement,
- Aides publiques insuffisantes ou opaques,
- Manque de formation des artisans et des entreprises : installations qui posent parfois problème (polystyrène sur mur en pierre) ou dont l'utilisation n'est pas maîtrisée par les ménages ("Je livre des Formule 1 et ils ne savent pas s'en servir"),
- Souvent rénovations incomplètes (fenêtres et menuiseries extérieures) qui sont "sujettes à regret",
- Absence ou fragilité des normes pour les éco-matériaux,
- Lobbying des grands groupes qui étouffe les filières et professionnels locaux.

Leviers

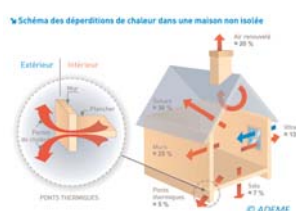
- Un marché qui devrait doubler d'ici 2015 (diminution du temps de retour des investissements),
- Décisions gouvernementales : crédit d'impôt, éco-prêt à taux zéro, relèvement des plafonds d'aide aux ménages précaires (moins de 27 000 € annuels pour un couple) et guichet unique,
- Appel à projet de Lorient Agglomération pour la rénovation énergétique des bâtiments,
- Le besoin de lutter contre la précarité énergétique qui va s'accroître avec la hausse prévue du prix de l'électricité,

Zooms locaux sur 7 domaines de l'économie verte

- LIMAT B (UBS) en pointe sur les éco matériaux,
- Lorient Agglomération acteur majeur du marché du logement par le PLH et les ZAC.

Perspectives pour le Pays de Lorient

- Développer un programme de rénovation énergétique sur l'ensemble du pays de Lorient, favoriser les rénovations complètes même si elles se réalisent par étapes,
- Encourager la formation et l'information des professionnels et des particuliers,
- Développer l'usage des éco matériaux (bois, paille, chanvre...) dans le pays de Lorient en fixant un quota minimum de logements à construire avec des éco matériaux dans les éco quartiers et les ZAC,
- En lien avec l'UBS, construire une mesure fiable des performances de l'éco habitat et des éco matériaux. Communiquer autour de ces résultats,
- Favoriser les expérimentations locales des bâtiments durables de demain en approche multi dimensions (gaz à effet de serre, énergie grise, eau, smartgrid...),
- Faire de l'exemplarité en développement durable un facteur d'attractivité des centralités urbaines.



6. Economie circulaire : des avancées à amplifier pour le pays de Lorient

L'économie circulaire est un concept qui englobe l'économie des ressources, la production d'un bien (éco-conception), l'optimisation du recyclage mais aussi l'écologie industrielle (utilisation des déchets d'une entreprise comme matière première pour une autre) ou encore l'économie de la fonctionnalité (en privilégiant l'usage par rapport à la possession pour limiter la consommation d'objets). Le présent zoom est surtout centré sur le recyclage et le traitement des déchets.

Contexte

- Progression notable du tri sélectif par les particuliers depuis 10 ans : baisse des déchets ménagers résiduels, hausse des tonnages en collectes sélectives (emballages, verres, papiers, bio déchets) et des collectes en déchetteries,
- Bonne performance relative de Lorient Agglomération en termes de valorisation (pour les ménages) : en 2011, 52% des déchets recyclés soit un taux supérieur à l'objectif 2012 du Grenelle (35 %) et aussi à l'objectif 2015 (45%).
- Localement, des ratios de déchets (déchets ménagers résiduels et assimilés) par habitant inférieurs à la moyenne nationale et des ratios de collecte sélective supérieurs à la moyenne,
- Bonne performance en matière de valorisation des déchets d'entreprise (73 % de valorisation globale en 2012),
- Multiplication des trocs et puces, abondance des dons à Emmaüs, augmentation des apports en déchetterie : "On croule sous les objets inutilisés",
- Absence de valorisation des déchets organiques d'un point de vue énergétique.

Initiatives locales

- Programme local de prévention des déchets dont l'objectif est de diminuer le volume de 7 % sur 5 ans,
- Fabrication de compost labellisé bio par

Lorient agglomération à partir des bio-déchets,

- Emmaüs Rédéné : une des plus grandes communautés de France,
- Idées détournées : évènementiel et création à partir du recyclage,
- Book Hémisphères : collecte et recyclage de livres,
- Lulu le merlu : utilisation des invendus de la pêche du merlu du port de Lorient pour un nouveau conditionnement et la restauration scolaire,
- Green Sails : création de sacs, objets, à partir de voiles recyclées,
- Collecte des pneus usagés et recyclage en draingorm par SBVPU (Locoal Mendon),
- Projet de recyclerie- étude en cours.

Freins et leviers

Freins

- Production de déchets qui continue à augmenter en volumes globaux,
- Complexité croissante des filières de valorisation (REP responsabilité élargie des producteurs) à mettre en place : équipements électriques et électroniques, plastiques, médicaments, textiles, produits dangereux...

Leviers

- Perception croissante des déchets comme ressource valorisable par les particuliers et les entreprises,
- Évolution actuelle de la réglementation favorisant la "sortie du statut de déchet",
- comportements tournés de plus en plus vers les usages et moins vers la possession "Les jeunes veulent utiliser un portable dernier cri (et donc en changer régulièrement) et pas forcément le posséder en propre".
- Politique de valorisation des déchets à l'échelle du territoire déjà mise en place.

Perspectives locales

- Prévention et réduction des déchets à la source : éco-conception, distribution, pédagogie,
- Pré-collecte des déchets avec tarification

Zooms locaux sur 7 domaines de l'économie verte

incitative (puces sur containers...) : un gisement d'emplois de proximité,

- Création d'une recyclerie,
- Développement de nouvelles filières de recyclage et de traitement, par exemple dans le domaine de l'énergie :
 - Combustibles solides de récupération (carton, plastique, bois..) : chaufferies, cimenteries
 - Production de biogaz et/ou d'électricité à partir des rejets agricoles, des bio-déchets, des déchets ménagers résiduels, ou des eaux usées,
- Développement des partenariats entre entreprises (économie circulaire) pour la valorisation des sous-produits et des déchets.

7. Tourisme : faire du développement durable un axe du développement touristique

Contexte

- Le pays de Lorient est aujourd'hui d'une intensité touristique "moyenne". Le tourisme pèse environ 3200 emplois, soit 5% des emplois salariés du Pays de Lorient. Prédominance du tourisme d'affaires (60 % des nuitées d'hôtel) sur le tourisme d'agrément,
- Il existe un fort potentiel de progression compte tenu de la qualité et de la diversité des sites et équipements du pays de Lorient,
- Alors que les sites Natura 2000 sont nombreux et le littoral préservé, il y a encore peu de labels "développement durable" dans l'offre touristique du pays de Lorient,
- Un schéma touristique a été élaboré en 2012 par Lorient Agglomération.

Freins et leviers

Freins

- L'image du pays de Lorient reste peu touristique. Il est difficile de lutter contre les clichés et les idées toutes faites,
- Stagnation ou érosion du tourisme en Bretagne au cours des dernières années.

Leviers

- Un schéma touristique qui prône un positionnement sur une image "à contre pied" par rapport à la Bretagne traditionnelle. Ce positionnement valorise une "modernité" qui s'appuie aussi sur le développement durable,
- La notoriété touristique moyenne du Pays de Lorient peut s'avérer un atout, en développant des offres visant des clientèles éco-responsables,
- Un office communautaire du pays de Lorient, structuré en 12 agences locales,
- Des points forts existants :
 - Des équipements moteurs : zoo de Pont-Scorff, Citadelle de Port-Louis, Haras d'Hennebont, Cité de la Voile...

- Des évènements phares : FIL, courses au large...
- Des espaces diversifiés : littoral, rade, rivières, pôle urbain.
- Eco-labels (Pavillon Bleu, Clef Verte, etc...), sites internet (exemple : Club Voyagez Responsable Bretagne),
- Une offre touristique durable stimule l'offre de loisirs de proximité (et donc la qualité de vie, le désir de venir résider) pour les habitants du pays de Lorient.

Perspectives

- Soutenir et mieux diffuser les initiatives de développement durable dans le domaine touristique
- Inciter les professionnels et acteurs du tourisme à l'obtention de labels et certifications
- Mieux insérer le tourisme dans le développement local. Toute la chaîne de l'offre est impactée par le tourisme durable : économie d'eau et d'énergie, circuits courts, recyclage des déchets, prise en compte de la bio-diversité, déplacements économes, sensibilisation des professionnels comme des touristes...
- Communiquer sur le pays de Lorient comme destination bretonne « non traditionnelle », par exemple sur un tourisme de découverte économique, un tourisme d'initiation, un tourisme participatif...
- Dans ce cadre, par exemple, développer les Greeters (bénévoles compétents qui donnent de leur temps pour faire visiter), enrichir l'offre en hébergements insolites, balades et randos nautiques, activités sportives originales, fermes pédagogiques...
- Et demain : le pays de Lorient, reconnu pour ses projets novateurs en développement durable, attire des visiteurs de l'Europe entière ?

Le Conseil de développement du Pays de Lorient est un organe consultatif officiel constitué de membres bénévoles issus du monde de l'entreprises, des syndicats, de l'université, des milieux associatifs et culturels.

Il est l'expression d'une démocratie participative organisée et constitue une force de proposition auprès des élus qui disposent du pouvoir de décision.

Il se veut le lien privilégié entre la société civile et les décideurs politiques.



12 avenue de la Perrière 56100 Lorient

Tél. : 02 97 88 05 20

Fax. : 02 97 88 22 40

www.conseil-developpement-pays-lorient.fr